

# La Révolte

n°115

« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté, est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. » **Albert Camus**

**Septembre 2025**

## Edito

En annonçant l'utilisation de l'article 49.1 le 8 septembre, François Bayrou a tenté d'affaiblir le mouvement du 10 septembre et de recentrer le débat sur le terrain parlementaire, quitte à perdre son poste quelques jours avant un vote de censure annoncé. « François Bayrou s'inscrit ici dans la lignée des politiques les plus conservateurs de l'histoire de notre pays : discréditer le mouvement social comme « chaos ». Ou la France accepte une politique conforme aux intérêts du capital, ou elle sombre dans le désordre. C'est revenir aux chantages de la droite de 1848 ou de 1871. (...) Le coup du 8 septembre est donc une manœuvre dilatoire visant à mettre en face d'une éventuelle mobilisation du 10 septembre la légitimité parlementaire. C'est opposer, comme le faisait Adolphe Thiers, le « peuple » qui parle par la voix de ses représentants à la « vile multitude » qui s'exprime dans la rue. »<sup>1</sup>

Pourquoi un tel empressement ? Certes, l'égo de l'homme politique et les éventuels calculs pour la suite de sa carrière ont certainement joué dans ce choix, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel c'est la peur de la rue et du rapport de force dans la lutte sociale. La voix parlementaire a ceci de confortable pour les partisans du système : elle ne compte que des forces politiques qui ne menacent pas le système économique et acceptent les règles établies. Le pari de Bayrou est de provoquer un chaos financier qui justifierait un ralliement au bloc central d'une majorité de parlementaire : « l'Élysée aurait beau jeu, en plein mois de septembre et alors que les discussions budgétaires n'ont pas encore commencé, de jouer la panique et de hurler à la défense de la sauvegarde du pays. Pour calmer les marchés, il faudrait alors bâtir un programme austéritaire dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale large dirigé par un « expert » ou une figure tutélaire quelconque. »<sup>2</sup> Mais si le pari échoue, les scénarii alternatifs ne sont pas de nature à mettre le capital en danger. Car fort est à parier que ce choix d'exclure la rue du débat ne profite au Rassemblement National. Bayrou se voit en Mendès France, on l'associera peut-être davantage à Paul Reynaud. Le RN au pouvoir n'empêchera pas les patrons de dormir : un parti de l'ordre contre la rue, et qui ne s'en cache pas. Et sur le plan des privilèges, les plus riches n'ont pas eu à se plaindre des différentes expériences du même ordre qui sont vécues ou ont été vécues dans d'autres pays comme la Hongrie, l'Italie, le Brésil, l'Argentine, les Etats-Unis. Quant à une hypothétique conquête du pouvoir par la gauche « radicale » (les guillemets ne sont pas une fioriture), les exemples des gouvernements de Syriza en Grèce ou du Parti des Travailleurs au Brésil nous rappellent que, pour rester en place, la social-démocratie (car il s'agit bien de cela et de rien d'autres) doit se renier... et qu'elle fait toujours ce choix. Au détriment du peuple.

## Plan Bayrou : un matraquage social annoncé

François Bayrou a annoncé ce mardi 15 juillet les grandes lignes du budget 2026 et celles des années suivantes. Au programme dès l'an prochain, près de 44 milliards d'économies.

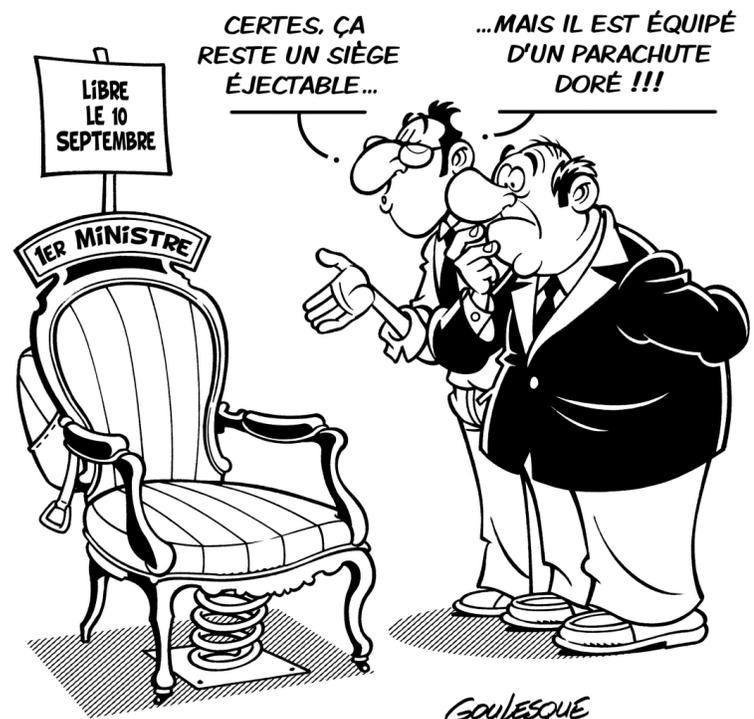
Sans surprise, la politique au service de la bourgeoisie qui a prévalu jusqu'à présent se poursuit : les entreprises et les hauts patrimoines seront peu mis à contribution, pendant que les revenus plus modestes porteront l'essentiel de l'« effort » qui sera réalisé par la baisse des dépenses publiques. Le but affiché étant de faire passer le déficit de 5,4% du PIB en 2025 à 4,6% en 2026.

Mais ce n'est pas tout. Comme son prédécesseur, François Bayrou fixe comme horizon de passer en dessous des 3 % de déficit en 2029. Dans le détail : 4,1 % en 2027, 3,4 % en 2028, puis 2,8 % en 2029. Un pourcentage qui correspond, selon le Premier ministre, à la fin du creusement de la dette française. Les budgets 2027, 2028 et 2029 devraient ajouter près de 100 milliards d'économies supplémentaires aux déjà presque 100 milliards des années 2025 et 2026.

Une cure d'austérité de quasi 200 milliards en cinq ans.

Les riches se gavent et les pauvres devraient payer

Ainsi ceux qui ont consciencieusement creuser le déficit depuis près de 10 ans à coups de centaines de milliards par an d'aides publiques au patronat sans aucun contrôle, viennent



L'enjeu vital pour le pouvoir est donc bien de mettre sur la touche le mouvement social, d'autant que celui-ci prend la forme d'un élan populaire, évoluant en dehors de tout cadre. Bien sûr, une partie de celles et ceux qui veulent se mobiliser le 10 septembre, ont voté et voteront pour tel ou tel parti ou candidat mais il faut y ajouter ce tiers des citoyens qui ne se reconnaissent plus dans le jeu parlementaire et qui en est l'élément central. Le rejet des politiques et des institutions est en filigrane de ce mouvement et de ceux qui l'ont précédé : les « gilets jaunes » et « nuit debout ». Tout comme la recherche de nouvelles formes d'actions pour pallier à l'échec des traditionnelles et très cadrées « journées d'action », proposées par l'intersyndicale. Et ce qui unit ce peuple mécontent, c'est la question sociale. La justice sociale. La place du syndicalisme est de se mettre au service de ce mouvement. C'est le 10 septembre qu'il faut se mobiliser. Pas à côté, pas un autre jour : en même temps et de concert. Quand au syndicalisme révolutionnaire que nous représentons, comment se sentirait-il dépayser dans un mouvement qui aspire, sans en avoir le vocabulaire, à l'action directe, à la grève générale, à la démocratie directe et à l'anticapitalisme ?

<sup>1</sup> « Budget : François Bayrou à quitter ou double », Romaric Godin et Cécile Hautefeuille, Mediapart, 25 août 2025.

<sup>2</sup> « Bayrou et Macron tentent de relancer le chantage aux marchés financiers », Romaric Godin, Mediapart, 26 août 2025.

maintenant nous saigner en nous faisant la leçon.

Les discours moralisateurs et culpabilisants peinent à masquer la poursuite d'une violente politique de classe qui redirige toujours les richesses produites vers le capital. Le budget de l'État a été capté par les intérêts privés qui, pour préserver cette manne, dirigent la responsabilité des déficits sur la redistribution sociale.

En effet, il est peu question dans les médias de l'énorme enrichissement des plus riches en France, rappelons quelques faits édifiants.

Le patrimoine cumulé des 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille entre 2003 et 2023 a augmenté de 844 % (oui une multiplication par 9,4).

Le montant total des 500 plus grandes fortunes flirtait avec les 600 milliards d'euros en 2017. Il se situe à 1 200 milliards en 2023.

Aujourd'hui, une personne parmi les 1% des Français les plus riches gagnent en à peine six jours ce qu'une personne parmi les 50% les plus pauvres gagne en un an. Mais pour Bayrou et la bourgeoisie, ce sont les plus modestes qui doivent faire des efforts.

Bayrou tape toujours sur les mêmes et épargne toujours les mêmes

L'annonce qui, jusqu'à présent, a fait le plus parler est la suppression de deux jours

fériés. C'est ce que proposait déjà le Medef en septembre 2024. Le gouvernement s'exécute. François Bayrou veut donc en finir avec le lundi de Pâques et, surtout, avec le 8-Mai, date de commémoration de la capitulation de l'Allemagne nazie il y a quatre-vingts ans. Mais cette mesure, pour inacceptable qu'elle soit, ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt.

Cette nouvelle cure d'austérité budgétaire commence tout d'abord par « une année blanche », c'est-à-dire une désindexation de l'inflation, qui affectera l'ensemble des pensions de retraite, des prestations sociales et des traitements des fonctionnaires. Estimant l'inflation à environ 1 %, cela implique une perte de niveau de vie d'autant l'an prochain. Les prestations sociales n'étant évidemment pas destinées aux foyers les plus riches, cette mesure sera proportionnellement plus dure pour les revenus les plus modestes comme les bénéficiaires du RSA.

Des mesures de restriction affecteront aussi, une fois de plus, la fonction publique qui perdra 3000 postes de fonctionnaires dès l'an prochain. Et ce n'est probablement qu'un début puisque François Bayrou a expliqué qu'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne serait pas remplacé. De même, les budgets de chaque ministère seraient revus à la baisse. Dans les faits les ministères dits sociaux devraient comme d'habitude être les plus touchés, l'intérieur et la défense seront épargnés. Pour ce dernier il sera même rehaussé de 3,6 milliards d'euros de plus que le niveau déjà prévu dans la loi de programmation militaire, soit une augmentation in fine de 6,7 milliards d'euros en 2026 par rapport à 2025.

Comme l'an dernier, celui consacré à l'écologie fera les frais des mesures d'économies (2,1 milliards en 2025). Autres ministères qui subiront un nouveau coup de rabot : ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche, du sport, de la culture, du travail etc.

Les collectivités territoriales ne seront pas épargnées non plus. Elles devront supporter plus de 5 milliards d'économies, après les coupes de l'an dernier aux nombreuses conséquences sociales dans les territoires.

Achevez-moi tous ces malades

François Bayrou a ensuite révélé des économies de l'ordre de 5,5 milliards d'euros réalisées sur le budget de la Sécurité sociale. Dans le viseur, parmi d'autres : une partie des dépenses qu'il juge injustifiées ou réductibles pour les personnes souffrant d'affection de longue durée. Mais également le doublement à 100 euros de la franchise médicale ou encore la chasse aux arrêts de travail.

Enfin, il compte serrer la vis sur les arrêts maladie. Sera ainsi mise en œuvre, « après

## L'acquiescement de Pinar Selek, étape nécessaire du chemin vers la paix en Turquie

Communiqué de presse du 17 juillet 2025 :

Le 21 octobre 2025, une importante délégation internationale sera à nouveau présente au Tribunal à Istanbul pour soutenir l'écrivaine et sociologue franco-turque. Elle portera l'espoir que la nouvelle audience qui a lieu dans le cadre du 5ème procès à l'encontre de Pinar Selek sera la dernière, et que le tribunal prononcera enfin un acquiescement définitif en faveur de cette féministe et militante des droits humains harcelée par le pouvoir turc depuis 27 ans.

L'acquiescement définitif de Pinar Selek, arrêtée en 1998 en raison de ses recherches universitaires sur les Kurdes, serait un signe démocratique fort.

Cette audience s'inscrira dans le contexte d'un processus de paix engagé par le PKK avec Ankara, qui pourrait mettre fin à quarante ans de guerre. Dans un geste marquant, des militant-es du PKK ont déposé et brûlé leurs armes. La possibilité d'une paix se profile.

Chercheuse engagée, Pinar Selek n'a cessé, depuis plus de 30 ans, d'explorer la société et ses mécanismes, afin de trouver des chemins inédits pour sortir de la violence et aller vers une paix juste. Son travail sur le mouvement social kurde, qui a servi de déclencheur à la persécution politico-judiciaire qu'elle subit, s'inscrit dans cette démarche.

## La Coordination Libertaire Étudiante

La Coordination Libertaire Étudiante : Un syndicat étudiant antifasciste, anti autoritaire, anarchiste, écologiste, révolutionnaire en lutte contre toute forme d'oppression.

« Mettre l'école sous le signe de la compétitivité, c'est inciter à la corruption, qui est la morale des affaires. » Avertissement aux écoliers et lycéens, Raoul Vaneigem

QUI SOMMES NOUS ?

Nous sommes un syndicat anarchiste (Libertaire) et intersectionnel.

« Agir au lieu d'élire » Nous ne participons pas aux élections étudiantes, refuser le vote est pour nous un moyen de faire barrière aux démarches opportunistes au sein de notre organisation, refusant ainsi toute concession qui éclipserait nos valeurs.

Nous pensons que mener des actions politiques collectives et de faire communauté sont les seuls moyens qui nous permettent de nous défendre. La CoolE est un syndicat ouvert à toutes les étudiant.e.s se reconnaissant dans ses valeurs et pratiques sans pour autant qu'ils soient obligé.e.s d'y adhérer.

Nos objectifs : L'ambition actuelle des membres de la CoolE est de créer un espace au sein du campus fait par et pour les étudiant.e.s afin :

négociation des partenaires sociaux, une réforme structurelle visant à responsabiliser les entreprises sur la prévention et les salariés contre les arrêts abusifs, en intégrant la réforme des indemnités journalières ».

Les chômeurs comme éternels boucs émissaires

Le Premier ministre a promis une énième réforme de l'assurance chômage devant rapporter 4 milliards d'euros.

A cette occasion, il a une nouvelle fois avancé des arguments erronés sur les freins à la reprise d'emploi ou sur le scandale que représenterait les emplois non pourvus.

En réalité, tout au plus 400 000 pour plus de 3 millions de chômeurs en catégorie A (n'ayant pas du tout travaillé dans le mois).

Et ce n'est qu'un début...

Par contre pas d'annonces majeures de contribution pour les entreprises ou des plus hauts revenus. Il a bien été question de réduire des niches fiscales et sociales, mais sans en nommer aucune, ni en fixer le montant d'économies attendu. Au contraire, afin de réduire le déficit commercial du pays, François Bayrou a expliqué que son plan « En avant la production » passerait par un soutien aux entreprises.

Ne pouvant ignorer le récent rapport sénatorial qui pointait 211 milliards par an d'aides aux entreprises, sans contrôle, le chef du gouvernement a promis une « réflexion » à venir. A savoir, moins de subventions en échange de « moins de contraintes et de normes ». Une nouvelle déréglementation est donc à prévoir.

La bourgeoisie et leurs fondés de pouvoir au gouvernement n'en ont jamais assez et sitôt les annonces du budget Bayrou faites d'autres politiciens de la macronie pour réclamer encore plus.

Madame Astrid Panosyan, notre ministre du travail, propose maintenant de s'attaquer aux congés payés. Pour faire bonne figure, elle envisage pour l'instant de faire juste une croix sur la 5e semaine de congés payés en échange d'une rémunération supplémentaire. A ce petit jeu, le député macroniste Mathieu Lefèvre annonce maintenant qu'il faut mettre fin aux 35 heures.

On l'a compris ce pouvoir et la classe sociale qu'il représente ne s'arrêteront jamais. Il n'auront de limite que celles que nous leur imposeront.

Sans attendre une hypothétique censure à venir, c'est dès maintenant que le monde du travail doit s'insurger contre ce nouveau de régression sociale.

paru dans :

<https://www.cnt-tas.org/2025/07/24/plan-bayrou-un-matraquage-social-annonce/>

Son procès constitue l'un des marqueurs historiques de cette criminalisation du mouvement vers la paix en Turquie. Le jugement qui va être prononcé lors de son procès le 21 octobre, sera un indice de la volonté réelle des autorités turques d'avancer sur le chemin de la justice, de la paix et de la réconciliation. Son acquiescement définitif constituerait une étape significative en ce sens.

Conscient-es de la fragilité de ce processus de paix qui se dessine aujourd'hui en Turquie, nous appelons tou-tes les solidaires de Pinar Selek à se mobiliser pour se rendre à Istanbul le 21 octobre pour exiger que justice lui soit rendue.

**La Coordination internationale des collectifs de solidarité avec Pinar Selek.**

**N'OUBLIONS PAS LES PRISONNIERS  
ANTI-GUERRE EN RUSSIE  
ET EN UKRAINE !**



**ECRIVEZ DES LETTRES AUX PRISONNIERS  
ANTI-GUERRE EN RUSSIE ET EN UKRAINE**  
Si vous souhaitez recevoir des modèles de lettre, des listes de prisonniers, contactez-nous !  
Nous traduirons en russe ou en ukrainiens vos courriers pour qu'ils puissent être envoyés et remis aux prisonniers.  
Initiative de solidarité avec les réfugiés et les déserteurs russes et Ukrainiens « Olga Taratuta »  
(contact@solidarite.online <http://nowar.solidarite.online/blog>)

- d'avoir un lieu de réflexion commun qui permette l'émancipation des étudiant.e.s. au travers du partage de savoirs
- d'avoir un espace de bricolage pour nous réapproprier les savoirs manuels
- d'organiser le festival annuel des Journées Libertaires constitué de conférences et d'actions culturelles axées sur un thème unique à chaque édition L'organisation des étudiant.e.s en un groupe capable de défendre ses droits et sa liberté.

CoolE : cle\_pau@hotmail.com rencontrez-nous aux permanences de la CNT-AIT  
CNT-AIT : cnt64@yahoo.fr permanence de 15h à 17h le mercredi 22 rue Pasteur Pau, 64000

**CoolE**  
COORDINATION LIBERTAIRE ETUDIANTE  
CNT-AIT



**Ta révolte sur notre blog : <http://comitedelarevolte64.over-blog.com>**